

Union Syndicale

UNSA

Finances Publiques



C.T.L. du 17 septembre 2015
Report au 28 septembre 2015

Déclaration liminaire CFTC DGFIP - UNSA DGFIP - CFDT DGFIP

Depuis déjà de trop nombreuses années la diminution des effectifs dans nos services devient de plus en plus pénalisante, tant vis-à-vis du public qui manifeste toujours plus son mécontentement en raison d'une attente prolongée que vis-à-vis des agents qui doivent traiter une masse de travail toujours aussi importante. La qualité du service rendu s'en ressent.

Mais nous n'avions pas atteint encore le pire. En effet depuis le début de l'été de nombreux problèmes matériels s'ajoutent à ceux déjà existants. Pour n'en citer que quelques uns : imprimantes supprimées ou hors services avec dépannage dépassant les 3 semaines, téléphones en panne depuis plus de 2 mois, lignes téléphoniques qui ne fonctionnent pas, demandes de dépannage informatique non traitées...

Les agents n'en peuvent plus.

Tous les jours, nous sentons ce "ras le bol" qui s'amplifie un peu plus.

Ce malaise atteint même les chefs de services qui n'ont plus d'écoute et d'interlocuteur à la direction locale. Ils ne trouvent plus personne pour répondre à leurs nombreuses demandes restées sans suite, n'en doutons pas, par manque de moyens.

Notre administration encourage les contribuables à déclarer par internet, à réclamer par internet, à payer par internet.

Mais avant tout, soyons pédagogue, car les contribuables font un peu comme ils peuvent et font souvent n'importe quoi !! Nous venons juste d'enrayer la fraude à la PPE et maintenant nous allons être obligés de nous attaquer à la fraude au crédit d'impôts. Mais avec quels moyens ? Sans d'autre base plus solide, c'est encore un pan de nos missions qui va subir les très forts désagréments liés à ces précipitations.

Alors, il faut savoir dire STOP.

Arrêtons cette spirale infernale qui déstabilise nos agents, nos services et nos missions.

La fraude, intentionnelle ou pas, va augmenter sans que nous puissions l'arrêter ou la maîtriser par manque d'effectifs et de moyens. Car, dans ces circonstances, les fraudeurs auront toujours un coup d'avance.

Déjà que nous doutons qu'à ce jour les mesures prises soient réellement économiques budgétairement, qu'en sera-t-il pour l'avenir ?

Où sont l'égalité et la justice que nous incarnions pour l'honnête contribuable, face à celui moins scrupuleux qui s'engouffre vaillamment dans les failles fiscales de notre système ?

Jusqu'où l'honnête citoyen acceptera de payer pour l'autre ? Courrons-nous à la révolution ?

Nous devons tous oser dire que nous ne croyons plus à ces réformes dont les rigueurs pénalisent l'ensemble des structures actuelles et à venir.

Plus que jamais les organisations CFTC Finances Publiques, UNSA DGFIP, et CFDT DGFIP se battront pour que des valeurs d'égalité et de justice soient respectées.

La CFTC Finances Publiques, l'UNSA DGFIP et la CFDT DDFIP Isère demandent à la Direction locale de l'Isère de se prononcer officiellement et clairement sur cet aspect des choses à l'occasion de ce CTL.

Monsieur le Président, nos services sont au plus mal.

Sans changement radical et rapide, notre administration est en danger.

Vous êtes localement le garant du bon fonctionnement des services. La CFTC, l'UNSA et la CFDT Isère vous ordonnent d'alerter, en leurs noms, la Direction Générale des Finances Publiques.

